

Alger, le 29 Novembre 1962

N° 945 /AP

L'AMBASSADEUR
HAUT REPRESENTANT DE LE FRANCE EN ALGERIE
à
Monsieur le MINISTRE D'ETAT
Chargé des AFFAIRES ALGERIENNES
PARIS

A/S.- Evolution récente
de la situation en
Algérie

Après la crise de l'été dernier, la situation intérieure en Algérie avait paru se stabiliser dans les jours qui suivirent la formation du gouvernement de M. BEN BELLA (29 Septembre 1962). La première quinzaine d'Octobre marque incontestablement un répit et l'on put espérer à ce moment là, une reprise de la vie normale dans l'ensemble du pays.

En réalité, cette amélioration n'a été que passagère et on constate depuis quelques semaines une dégradation en profondeur de la situation intérieure qui est particulièrement inquiétante pour ceux de nos compatriotes qui tentaient de se maintenir dans les campagnes et les petites villes.

Cette détérioration tient à plusieurs causes

1°)- Désorganisation administrative

L'Administration algérienne qui, même au plus fort de la crise des mois de Juillet et Aout, avait vécu encore sur sa lancée, donne des signes d'essoufflement certains/

Les Administrations centrales sont les premières touchées, ce qui n'est pas sans inconvénients immédiats quand il s'agit par exemple des services d'ordonnement qui assurent de plus en plus difficilement le paiement des fonctionnaires. Mais c'est surtout à l'échelon local que le désordre va s'aggravant. Dans les Préfectures dont certaines sont depuis longtemps sans titulaire, le départ des derniers cadres français porte un coup sévère au fonctionnement des bureaux. A l'échelon des Sous-Préfectures, la situation est plus sérieuse encore car le Gouvernement algérien a tendance depuis quelques temps, pour pallier le manque de personnel qualifié, à regrouper les agents les plus valables. Les arrondissements semblent ainsi peu à peu dans la sous-administration, plus on s'éloigne des grandes villes et d'une manière générale, de la côte, plus on retrouve un pays retombant progressivement dans son anarchie ancestrale.

L'insuffisance des services de police et de gendarmerie, encore en voie de formation, a des conséquences directes sur la sécurité. De même, le mauvais fonctionnement de la justice, notamment au niveau des tribunaux d'instance, compromet le maintien

de la paix publique.; nos consuls trouvent de plus en plus, dans leurs démarches visant à assurer la protection de nos ressortissants, des interlocuteurs fuyants et évasifs. On a l'impression que les Autorités responsables du maintien de l'ordre ont conscience de leur impuissance et ne cherchent pas, parce qu'elles sont peu confiantes dans leur intervention, à s'attaquer résolument au problème de la sécurité.

Enfin dans bien des cas, l'Administration locale se heurte à des autorités de fait qui contrarient son action et parfois la paralysent complètement.

Le danger d'anarchie et d'émiettement du Pouvoir qui firent peser sur l'Algérie les bandes armées de l'A.L.N a largement disparu, bien qu'il subsiste encore en certains secteurs mais il renaît sous une forme nouvelle; ce sont aujourd'hui les comités de gestion constitués par les syndicats ou simplement par des meneurs locaux qui font échec à l'autorité légale et l'obligent à composer. La réglementation sur les biens vacants est généralement l'occasion de cette prise en main par des équipes de travailleurs, des entreprises agricoles ou industrielles mais il arrive que des comités de gestion se forment sur des fermes occupées par leur propriétaire ou dans des usines qui marchent normalement sous la direction de leurs cadres habituels. L'Autorité préfectorale essaie généralement, de canaliser cette pression populaire mais n'y réussit pas toujours. La centrale syndicale elle-même ne coordonne pas les initiatives de ses comités régionaux et locaux et l'on peut dire que si l'U.G.T.A est un facteur de désordre, l'anarchie n'est pas moins grande en son sein.

Parmi les nouvelles autorités de fait qui viennent compliquer souvent la tâche des Préfets et Sous-Préfets, il faut citer aussi les cellules du F.L.N que le Bureau Politique s'emploie depuis deux mois à mettre en place dans l'intérieur du pays. Il avait du pourtant dissoudre les "comités de vigilance" créés au mois d'Août pour appuyer son action, en raison de leur zèle intempestif. Les comités du parti qui leur succèdent aujourd'hui manifestent souvent la même agitation brouillonne et désordonnée. Il se crée ainsi une sorte d'Administration parallèle constituée par les organes du parti, selon la tradition des pays totalitaires. Mais, ce parti n'a encore ni structures, ni cadres, ni liaisons et dans l'immédiat, il ne fait qu'ajouter à la confusion et gêner les premiers pas d'une administration naissante.

2°) - Indiscipline de l'A.N.P

parler d'elle La reconstitution de l'A.L.N qui fit tant parler d'elle au cours de la crise de l'été dernier est officiellement une opération réussie, mais la présence de l'Armée Nationale Populaire (nouvelle appellation de l'A.L.N) pose en de nombreux endroits, de sérieux problèmes.

Le willayisme a à peu près disparu et c'est paradoxalement, là où il subsiste sous la forme la plus nette, c'est à dire en kabylie, où la willaya III a gardé son autonomie, que l'Administration locale et l'armée, attachées l'une et l'autre à sauvegarder leur particularisme, cohabitent apparemment dans les meilleures conditions (mais le Sous-Préfet de Fort-National) a été

assassiné récemment et celui de Bouira a abandonné son poste pour se réfugier en France).

Les difficultés entre l'A.N.P et l'Administration préfectorale restent grandes en revanche dans de nombreuses régions : Constantinois, régions de Bone, de Tlemcen, hauts-plateaux de l'Algérois et de l'Oranie, enfin dans tout le domaine de l'ancienne wilaya VI (Sahara oriental). Les officiers subalternes s'érigent un peu partout en potentats locaux, bafouant ouvertement l'autorité des sous-préfets et des maires. L'indiscipline s'étend parfois jusque dans les rangs des soldats et à Constantine même de nombreuses exactions ont été commises ces derniers temps par des militaires en uniforme, agissant par petites bandes, sans que leurs chefs soient en mesure apparemment de les en empêcher.

Les mesures de démobilisations prises ces dernières semaines par l'A.N.P pour se débarrasser de ses éléments les plus douteux n'ont fait naturellement que déplacer le problème. Les démobilisés sont souvent partis avec leurs armes et le Ministère de la Défense Nationale a dû publier un communiqué pour les inviter à les restituer sous peine des sanctions les plus sévères. Cette situation est particulièrement préoccupante dans l'ex-wilaya IV qui s'est en quelque sorte "évanouie" dans la nature dans le quadrilatère Miliana-Orléansville-Ténès-Cherchelle. Dans le seul secteur d'Affreville, on estime qu 1.500 hommes de l'ex-wilaya IV ainsi "démobilisés" vivent encore par petites bandes sur le pays. L'A.N.P contrôle les principaux centres et les carrefours routiers, coexistant curieusement avec ces éléments irréguliers implantés parfois à proximité de ses cantonnements.

On assistera en divers endroits à des manifestations de démobilisés réclamant du travail ou du pain. A Batna des soldats de l'A.L.N rendus à la vie civile prétendaient ne restituer leurs armes que contre un emploi.

Enfin le retour dans leurs villages des anciens combattants du maquis a cette conséquence grave qu'il entraîne un peu partout une nouvelle flambée de représailles et de règlement de comptes contre les anciens harkis et auxiliaires de l'Armée Française. Il est probable que c'est là une des causes de la recrudescence d'assassinats enregistrés ces dernières semaines dans le Constantinois et la Petite Kabylie.

3°) - Chômage et misère

L'aggravation de la situation dans l'intérieur du pays résulte enfin pour une bonne part des conditions économiques désastreuses qui affectent une fraction importante de la population.

Le chômage touche un nombre considérable de travailleurs de campagnes et des villes. Le chiffre de 2 millions de chômeurs, évidemment invérifiable, est couramment cité par les Autorités algériennes. La guerre a laissé d'autre part derrière elle

une masse misérable de "personnes déplacées", habitant des zones interdites qui regagnent leur pays d'origine ou réfugiés rentrant du Maroc ou de Tunisie.

La récolte des grains de 1962 a été bonne mais elle a été pillée un peu partout et si les colons français ont été largement spoliés, il semble, assez paradoxalement, que les populations rurales des environs n'en aient pas toujours bénéficié au point que la famine menace déjà. Les récoltes ont souvent été vendues par l'A.L.N à son profit, des accapareurs ont stocké le grain en espérant le vendre à bon prix plus tard et aujourd'hui les vivres manquent. Ainsi s'expliquerait dit-on, la diatribe vigoureuse de M. Ben Bella, au cours de son voyage à Bougie, contre les intermédiaires qui "affament le peuple". De fait la disette fait son apparition en plusieurs régions, y compris dans les départements céréaliers par excellence comme ceux à Sétif et à Tiaret et des incidents sanglants ont eu lieu (à AFLOU notamment). La misère qui gagne explique le nombre croissant d'Algériens qui tentent de partir pour la France, emmenant souvent leurs familles avec eux.

Beaucoup de ces difficultés étaient prévisibles mais elles se sont accumulées soudain, au sortir de trois mois de crise qui avaient fait perdre à l'Algérie un temps précieux. Le gouvernement de M. Ben Bella doit les affronter alors que les structures du nouvel état ne sont pas encore mises en place. Il faut reconnaître qu'il s'efforce d'y faire face, bien qu'il donne parfois l'impression de ne pas faire preuve de la détermination et de la rigueur que les circonstances exigeraient (par exemple en ce qui concerne la répression du banditisme).

En réalité les dirigeants algériens actuels sont déchirés entre l'oeuvre à réaliser, qui serait celle d'un gouvernement de restauration, prudent et empirique, et la volonté révolutionnaire qui les a animés pendant sept ans et qui aujourd'hui dans l'Algérie au'il faut remettre en route, s'applique si mal aux faits.

Ils cèdent parfois à cette tentation révolutionnaire et lancent alors, à propos de la réforme agraire par exemple, ou des nationalisations, des idées dangereuses à travers le pays. Pressés par les nécessités immédiates, ils font heureusement d'autre part, et plus utilement, une politique plus réaliste de remise en ordre.

A Alger même, dans les Ministères, un travail d'organisation s'effectue actuellement avec le concours de fonctionnaires français venus en mission au titre de la coopération. Cette action au sommet devrait porter ses fruits mais avant qu'elle ne fasse sentir ses effets aux différents échelons de l'administration il est probable que l'intérieur du pays aura glissé dans un état de sous-administration et de désordre latent d'où il sera difficile de le tirer.

Les rapports unanimes de nos consuls constatent

ce glissement général des départements algériens vers un "niveau de vie" qui ne sera nullement comparable à celui que la France avait artificiellement assuré à l'Algérie

Cela était sans doute une des conséquences inévitables de l'indépendance mais les accords d'Evian, s'ils avaient pu être appliqués dans le contexte prévu, en auraient limité l'ampleur et nos compatriotes auraient pu, sans trop de mal, s'adapter aux conditions nouvelles qui leur auraient été faites. Aujourd'hui ils ont le sentiment, au moins dans les campagnes et les petites villes qu'il n'y a plus place pour eux dans un pays livré au marasme économique et au désordre administratif. A moins d'un sérieux redressement que l'évolution des dernières semaines ne permet pas d'espérer, il est probable que nos ressortissants devront tirer les conséquences d'un état de fait irréversible et renoncer à se maintenir, avec une installation permanente, dans l'intérieur du pays.

Il est de plus en plus clair que la colonie française n'a de chances de subsister qu'à Alger et dans quelques grandes villes qui resteront peut-être comme les façades modernes et occidentalisées d'un pays retombé, pour de nombreuses années, en arrière./.

Signé: J.M. JEANNENEY